

# Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10<sup>e</sup>)  
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)

## La répression contre les étrangers continue

Le Bloc des Gauches a ignominieusement inauguré une ère de répressions brutales, inopportunes, ridicules et révoltantes contre les « indésirables ». Cela ne nous a pas surpris.

Nous fûmes les premiers à prévoir que le Bloc des Gauches, amas de renégats politiques, de politiciens de toute sorte, de commerçants et de propriétaires chauvins, ne pouvait apporter que des résultats désastreux, au point de nous faire regretter le gouvernement réactionnaire de Poincaré qui, au moins, avait le mérite de nous attaquer sans hypocrisie, sans « mea culpa ».

Le gouvernement d'Herriot, appuyé et protégé par la presse chauvine, qui renforce ainsi sa fibre contre-révolutionnaire, a décidément ouvert l'offensive contre les étrangers « indésirables ».

Mais quels sont ces indésirables ? Ce sont tous ceux qui ne s'aplatissent pas honteusement sous le talon du patronat français, tous ceux qui réclament un salaire qui ne les laisse pas mourir de faim, une journée de travail qui ne les épouse pas physiquement, des conditions de vie qui ne rabaissent pas la dignité humaine ; ces indésirables, ce sont enfin tous ceux qui s'efforcent pour la destruction des organismes d'Etat, gangrènes de parasitisme et de réaction.

Ainsi Herriot, l'homme politique profondément... démocratique, fait attaquer dans le dos, par ses gendarmes, les camarades espagnols qui marchent contre la Dictature de Primo de Rivera ; il les emprisonne et les extrade ; il ordonne la descente policière de Bobigny et fait expulser un certain nombre d'ouvriers étrangers coupables d'adhérer au Parti Communiste. Mais ce ne sont pas là tous les délices du Bloc des Gauches. Le champion de la Démocratie française représentée par des milliers de loges maçonniques, va jusqu'à faire des grâces au champion de la Réaction européenne, Benito Mussolini, auquel il fait don d'une condamnation féroce contre Bonomini, le meurtrier de Nicola Bonoservizi, Mussolini, auquel il promet solennellement de commencer la répression contre les Italiens antifascistes et subversifs.

En fait, les preuves de cette sympathie d'Herriot pour Mussolini ne se trouvent pas seulement dans le fait de l'expulsion des ouvriers italiens communistes, mais aussi dans la condamnation féroce infligée à Dainelli et à Peruzzi. Au procès, il résultait qu'ils n'étaient pas, comme le misérable rapport de police le voulait, les bandits du quai Jemmapes ; il fut lumineusement démontré qu'ils appartenaient à la généreuse famille anarchiste.

La condamnation, malgré la chaleureuse défense de M<sup>r</sup> Torrès, est tombée sèche, coriante, impitoyable.

Cinq ans de prison, en quelques heures d'audience ; cinq ans de prison, malgré l'innocence prouvée, après avoir couru le risque d'être assassinés par la flicaille... républicaine !

Magistrature et police redoublent de plus en plus de zèle contre les « indésirables », échafaudant contre eux toutes les absurdités policières, afin de les faire condamner et expulser.

Après le cas Peruzzi-Dainelli, voici celui d'Arno le Rouge et de Bruno Luciani. Arrêtés pour attitude suspecte (il y a donc maintenant des attitudes suspectes !), ils ont été jugés en vitesse, dans l'espace d'une quinzaine de jours, sans avoir même eu le temps de se procurer un défenseur, et, après un simple interrogatoire d'identité, condamnés chacun à deux ans de prison.

Et voici que nous apprenons, aujourd'hui, l'expulsion de deux mineurs espagnols, dans des conditions de brutalité que l'on trouvera plus loin.

De tels procédés révoltent tous ceux qui conservent encore le sentiment d'équité et de justice, tous ceux qui restent libres de la manie politique.

Le Bloc des Gauches a jeté le masque. L'hypocrisie ne lui sert plus à rien et nous continuons à lui arracher ce qui lui reste d'étiquette démocratique, pour le présenter tel qu'il est : réactionnaire dans la forme et dans la substance.

VIOLA.

Pour soutenir  
votre "Libertaire"  
Amis lecteurs  
abonnez-vous!

## L'ignominie des expulsions

### ESPAGNOLES ET ITALIENS FRAPPES SANS MERCI

Dans le grand exode qui s'accomplit présentement, de peuple à peuple, et qui est un résultat fatal de l'évolution humaine, rien ne sera plus désirable qu'un sentiment de solidarité et d'entr'aide vis-à-vis des hommes qui vont et viennent, de ville en ville, à la recherche du travail et de la subsistance.

On espérait que le Bloc des Gauches, où siègent des politiciens qui se prétendent d'esprit libre, n'aurait pas, vis-à-vis des étrangers voyageurs, l'attitude hostile des partisans du Bloc National.

On croyait que vraiment le territoire français pourrait être, sous l'égide de ce régime qui se réclame de 89, un lieu d'asile pour ceux qui viennent de tous les points du globe, dignement, avec l'intention de se conformer aux règles syndicales, nous apprendre qu'il y a partout des hommes conscients, et que partout ils peuvent se comprendre et fraterniser.

Certains s'imaginaient que l'ignoble et petit Poincaré gisant knock-out, après la défaite du 11 mai, il monterait de la pipe d'Herriot quelques volutes libertaires dans un ciel moins empêtré !

On pensait que les étrangers recevraient ici cette hospitalité souriante que la monarchie elle-même ne leur refusait pas, et que, soit pour leurs études, soit pour leur travail, ils auraient un maximum de liberté dans un minimum de courtoisie.

Il illusion ! Illusion ! Mensonge électoral ! Le gros Lyonnais est plus xenophobe et plus misoniste que les dégénérés qu'on appelle camelots du roi, et il rendrait des points à cet avocailloin au style pompier qui s'égosilla sur des marbres funéraires.

Les exemples — hélas ! — se multiplient. Notre fait du jour en signale un. En voici d'autres, pour l'édition des naifs :

La police républicaine de l'homme malade vient de se comporter comme aux temps infâmes où l'on votait, dans le feu de la peur, les lois si dignement appelées scélérates.

Il s'agit d'abord de 5 camarades, travaillant durablement à la mine Sabatier, qu'on a traqué par d'ignobles moyens de police, sans ménagement, depuis le 12 de ce mois, et qu'on vient de reconduire à la frontière, pour le seul crime d'être espagnols, sans même leur avoir permis de toucher le montant des salaires qu'ils avaient gagné ! Le patron de la mine, un salaud qui se courbe devant des salauds, ne veut les payer que personnellement, et se refuse à donner cet argent, qu'il doit et qui devrait lui brûler les mains, à des amis qui l'enverraient aux malheureux expulsés !

Une dépêche de Nice parvenue à la dernière heure, nous apprend que « la police a arrêté, hier, huit Italiens communistes signalés depuis quelque temps pour excitation d'ouvriers à la grève, et organisation de réunions scélérates. »

Le télégramme officieux ajoute : « Ces individus font l'objet d'un arrêt d'expulsion, et seront reconduits jusqu'à la frontière. Quelques autres militants communistes russes doivent être appréhendés de main ! »

On n'a pas vu mieux sous les régimes de droite les plus abjects, et Monsieur Edouard Herriot est digne de faire pendant, sur la cheminée des douanières démocratiques, à la gueule de chien de Monsieur Adolphe Thiers !

Les vaches rouges du cartel des gauches sont enragées contre tout ce qui fait peur à la bourgeoisie et au capital ! Ces salopés, dont les pis de politiciennes sont têtes par une bande d'arrivistes maigres et obscènes, sont les plus terribles de toutes, dans le pré fleuri de la propriété privée qu'elles défendent à coups de corne et à coups de pied !

Il pourra t'en cuire, mon vieux Lyonnais gonflé de cuistrière et de littérature, de traiter ainsi des enfants du peuple qui ne demandaient qu'à gagner leur pain à la sueur de leur front, dans cette société de malédiction et d'esclavage !

Tu crois faire ta risette de coin à Léon Daudet ou à de Selves, si ce n'est à cette ganache monocle de Doumergue ! Ils s'en foutent, mon illustre fierveux, ils s'en foutent !

Crois-moi, ils n'aspirent qu'à t'envoyer un direct pour te mettre sur le dos, et pour dire que tu exagères !

Ne forces pas notre talent, a dit le poète, nous ne ferions rien avec grâce !

De l'air, de la liberté, de la décence ! Tu expulses trop, ô ministre radical-nationaliste, on t'expulsera bientôt !

Guy SAINT-FAL.

### COMITÉ DE DEFENSE SOCIALE

Vendredi 19 décembre, à 20 heures et demie dans la Salle des Sociétés Savantes (Métro Saint-Michel)

### GRAND MEETING EN FAVEUR DE BONOMINI ET DE CASTAGNA

#### Orateurs :

M<sup>r</sup> Henry Torrès, défenseur de Bonomini ; Georges Pioch, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Armando Borghi ; M<sup>r</sup> Ernest Lafont, défenseur de Castagna ; Pommier, du Comité de Défense Sociale.

## Que se passe-t-il en Russie ?

Il est difficile de connaître la vérité sur ce qui se passe en Russie, et « l'Humanité » est muette sur les incidents provoqués à Moscou par la disgrâce de Trotsky. La presse officielle a reproduit hier les détails d'agences annonçant que des troubles graves, avaient éclaté en Russie, et que le sang avait coulé dans les rues de Moscou. Rien de précis cependant n'est parvenu jusqu'à nous.

Aujourd'hui de nouvelles dépêches qu'il faut accepter sous toutes réserves déclarent que les désordres ne sont pas apaisés et les télexgrammes reçus de Berlin annoncent qu'un conflit a éclaté entre le gouvernement Central de Moscou et les dirigeants du Parti Communiste de l'Ukraine. Ceux-ci se seraient soulevés contre le triomvirat de Moscou et demandent une plus large autonomie pour leur pays. C'est ce qui résulte d'un article du journal « Le Communiste » organique du parti Communiste Ukrainien.

Le même numéro de ce journal publie une déclaration de Balitzki, chef de la Tcheka Ukrainienne, accusant les Communistes ukrainiens de propagande contre-révolutionnaire et leur reprochant leurs critiques sur la politique de Moscou vis-à-vis de l'Ukraine.

Sur l'ordre de Moscou, plusieurs des chefs du Parti Communiste ukrainien ont été arrêtés. Ces arrestations ont été opérées sur les instructions de Djeminski chef de la Tcheka, et de Balitzki. Parmi les Communistes emprisonnés se trouve Dragomirski, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien qui est accusé d'avoir voulu fonder une nouvelle internationale socialiste en opposition avec l'internationale Communiste de Moscou.

### LE FLIC MAL REÇU

## Une émeute sur le boulevard

L'agent Cazeneuve apercevait, hier, sur le boulevard, vers 13 heures, un auto-car qui ramassait des clients pour les courses. Il crut malin de s'adresser avec un peu trop de désinvolture et d'exagération au chauffeur, M. Alfred Agan, 400, rue Chambonnet, et lui demanda son permis de conduire. Ses papiers se trouvaient en règle, il voulut lui dresser contravention pour affichage du prix de transport.

La foule, qui s'était amassée, indignée par l'acharnement de l'agent, prit fait et cause pour le chauffeur, et une violente bagarre se déchaîna, durant laquelle l'agent, débordé, risqua de passer un sale quart d'heure.

Les agents du poste Bonne-Nouvelle accoururent en toute hâte à son secours. Le boulevard fut déblayé à grand-peine et les paisibles badauds purent goûter aux douleurs policières que les militaires, eux, consaient.

Le chauffeur fut conduit au commissariat et treize arrestations furent opérées pour outrages et voies de fait.

Mais ils écopèrent aussi : le brigadier Salvian, du 2<sup>e</sup> arrondissement, fut blessé d'un coup de pied à l'abdomen, et l'agent Dupin, du 9<sup>e</sup>, eut l'annulaire de la main gauche fendu.

La police du Bloc des Gauches ne vaut pas mieux que toutes les polices.

### LE FAIT DU JOUR

## Le règne du bon plaisir

Le régime politique actuel n'est pas républicain, même pas celui d'une royauté constitutionnelle, c'est un retour pur et simple à l'ancien régime, d'avant 1789.

Daudet et son souverain Philippe vont trouver la besogne toute faite. Ils n'auront qu'à s'installer, la France étant redevenue une monarchie absolue à laquelle il ne manque qu'un roi.

Quatre étrangers, quatre Italiens : Motti, Senti, Giovanni Dotto et Luigi Orsucci, viennent d'être jetés à la frontière, à Vallaure.

Qu'ont-ils fait ? Par quel ordre sont-ils expulsés ? Qui a pris la décision de se débarrasser d'eux ?

D'après « Paris-Soir » qui a enquêté, personne ne le sait, ni à la préfecture de police, ni au commissaire chargé de l'expulsion.

Ainsi donc, il est possible maintenant de faire arrêter, emprisonner ou jeter à la frontière des personnes, sans motif, sans décision régulière.

Le système des lettres de cachet est sans doute revenu en usage. Il suffit qu'un personnage veuille se débarrasser de certaines personnes, et qu'il ait ses entrées dans les administrations policières, pour que sur son indication la police se mette en branle.

Allons, le ministère Herriot n'a pas fini de nous faire voir, et des curieuses.

Son passage au pouvoir aura tout de même servi, à quelque chose : c'est de nous dévoiler que ce n'est ni le gouvernement ni le parlement — qui ne sont que des passagers dans la machinerie de l'Etat — mais d'irresponsables administrateurs, aux mains d'une caste spéciale.

Cette caste gouverne dans l'ombre et laisse les politiciens distraire la galerie.

Peuple qui pris la Bastille, où donc es-tu couché ?

## CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

## Malvy mange le morceau

Un important débat s'ouvre sur l'affaire Malvy, et nous reproduisons, pour nos lecteurs, la défense de l'ancien ministre, qui a produit sur la Chambre une grande impression :

M. Malvy. — A part M. Almeryda, tous les autres condamnés du « Bonnet Rouge » étaient complètement inconnus de moi.

« Est-il besoin de montrer que j'ai été en pleine communion d'esprit avec les gouvernements dont j'ai fait partie ? On a dit que j'avais porté un coup à l'armée en faisant démissionner le général de la cavalerie Dragomirski, et que j'avais été nommé au poste de commandant de l'escadron de cavalerie de la garde. »

« Je ne voulais pas davantage ces habitudes gauches ; je suis parti à faire la lutte. Mais dans les villes où les républiques m'appelaient pour me témoigner leur sympathie, je me suis vaincu, sur les murs ou dans les journaux de droite, appeler « l'homme sinistre du Chemin-des-Dames ! »

Il faut admettre qu'ont été bien coupables et bien misérables ceux qui ont jeté dans le pays à une heure grave le mot de trahison. (Vifs applaudissements.)

« Je suis parti, la conscience tranquille, en pensant à ce que j'avais fait pendant la guerre, je suis parti n'étant un nouveau richie ni de la guerre ni de la politique.

« J'ai connu des jours affreux, entouré de la seule affection de ma famille et des rares amis qui me restaient. Je revins la conscience tranquille et la tête haute, et je demande seulement la vérité et la justice.

Blaviot essaya de faire une distinction entre le cas de Malvy et le cas de Caillaux.

Mais, en dépit de ses obligations, l'article 2 est adopté.

Mis à part cet incident, qui a été comme un écho des passions de naissance, et qui a évoqué les heures de l'immense tuerie et du malfaissant Clemenceau, la Chambre adopte, sur la proposition de Lafont, un texte qui écarte du bénéfice de l'amnistie les titulaires de marchés de récupération ou de cession de marchandise.

Tous ces députés, qui veulent rognier une amnistie déjà très mince, nous font l'effort de termes très acharnés à rognier le pauvre papier que ces faiseurs de lois osent appeler de pardon, alors qu'il n'est tout à peine qu'une tardive et insuffisante justice.

Il est bon aussi, avant de terminer ce compte-rendu, de détacher, pour l'édition de tous, les quelques mots de Malvy.

« C'est ce qu'a été le « Bonnet Rouge » pendant les premiers mois ; au début 20.000 francs ont été remis à ce journal : 10.000 fr. par M. Millerand, ministre de la guerre (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche. — Mouvements divers) et 10.000 fr. par M. Delcassé, ministre des affaires étrangères : c'est M. Viviani, président du Conseil, qui a remis la somme à M. Almeryda.



# A travers le Monde

## ALBANIE

### LES INSURGES ALBANAIS A SCUTARI ?

Suivant un message de Belgrade aux journaux anglais, et que nous reproduisons sous toute réserve, les révolutionnaires albanais se seraient emparés de Scutari et marcheraient sur Tirana.

### GOUVERNANTS CONDAMNES A MORT

Les gouvernements albanais ne sont pas tendres pour leurs prédecesseurs. Jugeant par ordre, le tribunal de Tirana a condamné à mort pour cause de haute trahison le président de l'ancien cabinet, ainsi que les ministres qui le formaient.

Heureusement pour eux, tous les condamnés se trouvent actuellement à l'étranger, et feront bien d'attendre des temps meilleurs pour retourner en Albanie.

Tous les biens de ces anciens ministres ont en outre été confisqués comme réparation par l'Etat.

## MAROC

### LA PRISE D'ALCAZAR-SEGUIR

Un télégramme de Tanger aux journaux anglais annonce que la garnison d'Alcazar-Seguir attaquée par les rebelles Andalous a succombé hier matin après une résistance.

Le succès des Rifains expose la ligne Ceuta-Tétouan utilisée pour le ravitaillement, à des coups de main éventuels.

### LE POINT DE VUE BRITANNIQUE

Dans les milieux officiels anglais, on suit avec attention la marche des événements au Maroc espagnol.

Le rédacteur diplomatique du *Star* écrit à ce propos :

« Le point de vue anglais semble être que les français, débordés de la zone internationale de Tanger devraient avoir carte blanche pour pacifier le Maroc, tout au moins dans les parties de la zone espagnole les plus rapprochées de leur frontière.

« En ce qui concerne les suggestions faites à Paris aussi bien qu'à Londres, et suivant lesquelles une conférence anglo-franco-espagnole devrait se réunir immédiatement pour examiner la situation, nous croyons pouvoir dire que, du côté anglais, on ne croit pas à la nécessité immédiate d'une telle conférence.

« Les informations officielles parvenues à Londres ne donnent pas l'impression que Tanger soit directement menacée. Or, si la Grande-Bretagne n'interviendrait que si ce port est sous le coup d'un occupation par les Maures, quelques cas, les trois signataires du statut de Tanger ont le devoir de recourir à la force armée.

« En tous cas, il est certain que la Grande-Bretagne ne s'engagera pas dans des opérations militaires contre les Rifains même si la France invoque son droit et la nécessité pour faire intervenir ses troupes. »

## TURQUIE

### LES EMPOISONNEURS

Constantinople, 16 décembre. — Les inspecteurs chargés de faire respecter la loi sur les boissons ont découvert que du vin était fabriqué pour la consommation locale, en mélangeant du sulfate de cuivre et de l'alcool ; cette mixture était ensuite colorée avec du sang de buffle.

La police mène une enquête très serrée et prendra des sanctions.

## EGYPTE

### LA RENTREE DU PARLEMENT EGYPTIEN

Le Parlement égyptien reprendra ses travaux le 27 décembre. On croit qu'il ne sera pas procédé à sa dissolution, à moins qu'il ne mette le cabinet Ziwar pacha en minorité.

### M. HOWARD CARTER A LA TOMBE DE TOUT-ANK-AMON

M. Howard Carter est arrivé ce matin au Caire. Il reprendra prochainement ses fouilles à la tombe de Tout-Ank-Amon.

## RUSSE

### LA COLLABORATION BOURGEOISE

La Russie ouvrière et paysanne a acheté au mois d'octobre à la bourgeoisie Tchécoslovaque

Slovague une quantité considérable de machines agricoles, de presses excentriques, de fils de fer, etc.

Le syndicat patronal des machines agricoles de Tchécho-Slovague a obtenu la création d'un dépôt-succursale à Moscou.

Nous comprenons très bien les nécessités économiques et industrielles de la Russie. Mais alors, pourquoi continuer d'appeler dictature du prolétariat ce qui n'est que l'exploitation du prolétariat ?

La Russie soi-disant soviétique fait comme tous les autres pays : de la collaboration commerciale et capitaliste avec les gouvernements et les exploitants des autres nations.

La Russie obtient seulement le label syndical ?

Les produits tchécoslovaques achetés par

## ITALIE

### DES POURSUITES CONTRE UN DEPUTE FASCISTE

Il Mondo annonce qu'à Milan a transmis à la Chambre une demande d'autorisation des poursuites contre le député Guinta ex-secrétairess du Parti fasciste accusé d'avoir participé à une agression contre le député Cesare Forni.

### Un terrible accident de travail

Le Mans, 16 décembre. — Par suite de la rupture d'un cordage, un échafaudage bascule à la caserne Cavaignac. Deux ouvriers sont précipités de six-dix mètres. Raymond Brunet, serrurier, put s'accrocher à un câble et être sauvé. M. Victor Pission, couvreur, s'abat sur le pavé. Le crâne fracassé, il meurt sur le coup.

## LEURS DIVIDENDES

Voici les noms des quatre ouvriers grièvement brûlés à Dijon par l'explosion d'un fut de mazout.

Ce sont deux portugais, Goncalves Matos, 25 ans, et Armando Novaes, 18 ans ; un russe, Wladimir Berck, 29 ans, et un Algérien, Boudayer Embarek Ben Mohamed, 22 ans.

A Ria, arrondissement de Prades, le charretier Joseph Salgues, 27 ans, a été tué sur le sol par son attelage et est mort le thorax enfoncé.

Hier soir, sur la route de Béthancourt-en-Valois, un charretier nommé Dupont, âgé de 45 ans, est tombé sous sa voiture, dont une roue lui a écrasé la tête.

Par suite de la rupture d'un robinet dans un atelier de cuissard des Sucreries d'Abbeville un jet de mélasse bouillante atteignit Marcel Lecul, apprenti, âgé de 14 ans, dont l'état est désespéré. Le contremaître Frison a été légèrement brûlé.

M. Alphonse Lagoutte, 18 ans, marinier, tombe dans la Saône, à Chalon-sur-Saône, et se noie.

M. Hergault, cultivateur à Saint-Cyr-de-Gault (Loir-et-Cher), tombe d'un tas de paille et se brise la colonne vertébrale. Il succombe aussitôt.

En gare de Nantes, un homme d'équipe, Joseph Samson, a eu la jambe gauche sectionnée par un train en manœuvre. Etat grave.

L'ouvrier des P. T. T. Jean Bocassio, 26 ans, surveillait, l'autre nuit, des travaux en plein air, à Marseille. Surpris par la pluie, il se coucha dans le coffre à outils où était allumé un réchaud à charbon, et s'endormit. Au matin, ses camarades le trouvèrent mort dans le coffre.

### FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

Groupe Universitaire et des V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Art.

6, Rue Lanneau, 8 h. 1/2 du soir,  
18 Décembre

### GRANDE CONFERENCE

L'ANARCHIE  
sù philosophie  
son économie  
ses méthodes

par FERNAND ANTOINE

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 17 DECEMBRE 1924. — N° 173.

## Illusions perdues

par Honoré de Balzac

TROISIEME PARTIE

### Les souffrances de l'inventeur

Elle avait une robe en foulard, à corsage en pointe, délicieusement frangée et dont la façade, due à la céleste Victoire, faisait bien valoir sa taille.

Ses épaules, couvertes d'un fichu de blonde, étaient à peine visibles sous une écharpe de gaze adroitement mise autour de son cou trop long. Enfin elle jouait avec ces jolies baguettes dont le maniement est l'écueil des femmes de province : une jolie cassette pendait à son bracelet par une chaîne ; elle tenait dans une main son éventail et son mouchoir roulé sans en être embarrassée. Le goût exquis des moindres détails, la pose et les manières copiées de madame d'Espard révélaient en Louise une savante étude du faubourg Saint-Germain. Quant au vieux beau de l'Empire, le mariage l'avait avancé comme ces melons qui, de verts encore la veille, deviennent jaunes dans une seule nuit. En retrouvant sur le visage épauillé de sa femme la verve que Sixte avait perdue, on se fit, d'oreille à oreille, des plaisanteries de province, et d'autant plus volontiers que toutes les femmes engrangeaient de la nouvelle supériorité de l'ancienne reine d'Angou-

lème ; et le tenace intrus dut payer pour sa femme. Excepté M. de Chandour et sa femme, feu Bargeton, M. de Pimentel et les Rastignac, le salon se trouvait à peu près aussi nombreux que le jour où Lucien y fit sa lecture, car monseigneur l'évêque arriva, suivi de ses grands vicaires. Petit-Claud, saisi par le spectacle de l'aristocratie angoumoisine, au cœur de laquelle il désespérait de se voir jamais quatre mois auparavant, sentit sa haine contre les classes supérieures se calmer. Il trouva la comtesse du Châtelet ravissante en se disant :

— Voilà pourtant la femme qui peut me faire nommer substitut !

Vers le milieu de la soirée, après avoir causé pendant le même temps avec chacune des femmes, en variant le ton de son entretien selon l'importance de la personne et la conduite qu'elle avait tenue à propos de sa fille avec Lucien, Louise se retira dans le boudoir avec monseigneur Zéphirine pris alors le bras de Petit-Claud, à qui le cœur battit, et l'amena vers ce boudoir où les malheurs de Lucien avaient commencé, et où ils allaient se consommer.

Elle avait une robe en foulard, à corsage en pointe, délicieusement frangée et dont la façade, due à la céleste Victoire, faisait bien valoir sa taille.

Ses épaules, couvertes d'un fichu de blonde, étaient à peine visibles sous une écharpe de gaze adroitement mise autour de son cou trop long. Enfin elle jouait avec ces jolies baguettes dont le maniement est l'écueil des femmes de province : une jolie cassette pendait à son bracelet par une chaîne ; elle tenait dans une main son éventail et son mouchoir roulé sans en être embarrassée. Le goût exquis des moindres détails, la pose et les manières copiées de madame d'Espard révélaient en Louise une savante étude du faubourg Saint-Germain. Quant au vieux beau de l'Empire, le mariage l'avait avancé comme ces melons qui, de verts encore la veille, deviennent jaunes dans une seule nuit. En retrouvant sur le visage épauillé de sa femme la verve que Sixte avait perdue, on se fit, d'oreille à oreille, des plaisanteries de province, et d'autant plus volontiers que toutes les femmes engrangeaient de la nouvelle supériorité de l'ancienne reine d'Angou-

## En peu de lignes...

### Une malheureuse tue son amant

Une pauvre fille, Eugénie Cavrot, 24 ans, dite Gigi, se prit de discussion avec l'ami qu'elle entretenait grâce au commerce de ses charmes.

Robert Gaillard, 30 ans, demeurant rue Simon, 41, brutal amant, ne tarda pas à brandir une lame menaçante.

Eperdue, la malheureuse tira alors un petit revolver et fit feu.

Atteint à la tempe, le souteneur s'effondra. Transporté à l'hôpital, il y expira peu après. Gigi est arrêtée.

### Un incendie à Billancourt

L'autre nuit, vers 4 heures, dans une fabrique de produits chimiques, 35, quai du Point-du-Jour, à Billancourt, un grave incendie a fait d'importants dégâts matériels. Il a fallu une heure pour s'en rendre maîtres.

### Septuagénaire tué par une auto

M. Gaston Puot, 70 ans, demeurant rue Censier, est renversé, boulevard Saint-Germain, par une auto dont le conducteur est garde à la disposition des flicards.

### Au bord du quai

Venant de Charenton, un camion-auto, chargé d'ordures ménagères, venait de traverser le pont de Conflans, quand il monta sur le trottoir du quai d'Ivry, défonça le garde-fou et resta suspendu sur le talus. Dans le choc, M. Cyprien Bouysson, 27 ans, 2, square de l'Eglise, à Saint-Maurice, et un aide, M. Pierre Marquet, 49 ans, 2, passage Calde, à Ivry, ont été blessés.

### Les chauffards

Toulon, 16 décembre. — A la Seyne-sur-Mer, une automobile conduite par un voyageur de commerce a renversé un petit écolier, François Delmas, dont l'état est désséché.

### Un corps dans un puits

Amiens, 16 décembre. — L'Algérien Ali Slimane, 28 ans, travaillant dans une briqueterie d'Albert, avait disparu mystérieusement le 24 septembre. On savait qu'il portait toujours sur lui ses économies, soit 4 600 francs.

Le cadavre de Slimane a été retrouvé dans un puits abandonné, sur la route d'Aveluy à Albert. Le corps porte des blessures, et l'argent du malheureux a disparu.

### Deux acquittements

Nantes, 16 décembre. — La cour d'assises a acquitté deux adolescents de 17 ans, Auguste Gasnier et François Briand, convaincus d'avoir assommé pour le voler un chifonnier, Aimé Coatsalion, 44 ans.

Leur crime leur avait rapporté vingt-six sous.

Le verdict a été salué par les applaudissements d'une certaine partie des spectateurs qui allèrent ensuite attendre Auguste Gasnier et François Briand à leur sortie de prison pour les féliciter.

### Le pain à trente sous à Toulouse

Toulouse, 16 décembre. — Hier soir au conseil municipal, le premier adjoint a fait connaître qu'à partir du 18 décembre prochain le prix du pain sera porté de 1.45 à 1.50 le kilo.

### Son ami menaçait son père, elle le tue

Troyes, 16 décembre. — Au cours d'une discussion, suivie de la Rothière, le manœuvre Fernand Grosjean, âgé de 33 ans, menaça le père de son ami Noémie Guillemin, 30 ans, bonnetier. Cette dernière croyant son père en danger s'empara d'un revolver et tira. Grosjean fut tué sur le coup.

La meurtrière s'est ensuite constituée prisonnière.

### Entre mariniers

Béthune, 16 décembre. — A la suite d'une dispute survenue entre les mariniers du « Gustave » et du « Saintagnes », Mme Cosiaux, née Zulma Navelet, a tué d'un coup de revolver dans la poitrine le patron du « Saintagnes » nommé Hervé Gourpelet, âgé de 26 ans.

### Un mari meurtrier en cour d'assises

Tours, 16 décembre. — Le 10 septembre 1924, un cultivateur de Contivoir, nommé René-Louis Landry, 59 ans, au cours d'une discussion avec sa femme, au comble de la fureur, alla dans l'écurie chercher une corde qu'il passa au cou de sa femme. Puis il traîna la malheureuse à dix mètres de là, s'empara de son fusil, la mit en joue et tira sur elle les deux coups de son arme.

Mme Landry fut tuée sur le coup.

Son crime accompli, le forcené se jeta

dans un étang voisin de sa maison, voulant se suicider, mais l'instinct de conservation reprenant le dessus, il se refusa de l'eau et alla se constituer prisonnier à la gendarmerie de Bourgueil.

Landry a comparu aujourd'hui devant les assises de Tours. Il a été condamné à vingt ans de travaux forcés.

### Sous le train

Nice, 16 décembre. — M. Jean Brunetti, cordonnier, âgé de 53 ans, atteint de troubles nerveux depuis un certain temps, s'est jeté sous un train en gare du P.-L.-M.

### La vengeance</h3

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

LA GREVE DE DOUARNENEZ

## Guerre au patronat

quelque espoir en l'*"Humanité"* des patrons animait encore hier nos camarades en grève, hélas le refus cynique qui leur fut donné a été pour eux un cruel démenti. Leurs revendications étaient pourtant bien modérées, bien minimales à côté de ce qu'est le coût de la vie. Il y a longtemps, bien longtemps que les ouvriers et ouvrières de Douarnenez protestaient, il y a longtemps qu'ils désiraient présenter leurs revendications aux patrons qui tous les jours les plongeaient dans une misère plus noire et plus profonde, mais nos camarades ont attendu l'hiver, l'époque où les marins ne prennent presque plus la mer, pour se révolter contre la caste qui les rendait victimes.

Les patrons n'ont pas été émus par cette délicatesse entre toutes grandiose. Ils ont poursuivi leur but d'asservir les producteurs. Rien ne les a arrêtés dans leur œuvre néfaste, même pas la douleur, la misère de ces malheureux, même pas leur honte. Ils ont en refusant la pâture à nos camarades en grève, insulté la classe ouvrière toute entière.

La bas on a reçu la triste nouvelle, tous ont compris qu'une lutte aiguë, ardue allait s'engager. La grève s'étend. Partout la colère qui grondait sourde, en chaque poitrine a éclaté. Une grande effervescence règne en toute la Bretagne. Toutes les usines vont se mettre en grève. Et la répression sévit. On assomme les grévistes qui demandaient à leurs camarades d'avoir conscience. La gendarmerie massacra sur toute la Bretagne proche des moindre occasions pour amener des bagarres. Les grévistes restent calme, mais un calme terrible ! Un calme d'où s'engendrent les plus grandes colères. On le sent le gouvernement cherche à démonter les travailleurs : après la page rouge du Havre, il nous veulent offrir celle de Douarnenez. Les patrons de Douarnenez ont bien jeté un défi à la classe ouvrière. Derrière les petites sardinières de Douarnenez la grande famille des producteurs se dressera tout entière. La lutte actuellement engagée sera en dehors des cases, en dehors des opinions, celle des travailleurs contre le patronat. Il nous faut gagner cette bataille, la perdre serait l'enlissement du prolétariat. Haut les cours ! camarades, il nous faut aider de toute notre puissance les grévistes jusqu'à l'épuisement complet du patronat.

Notre liberté notre avenir sont entre nos mains, sachons par notre fraternité arracher à tous ces parasites ce qu'ils ne veulent point donner.

Robert DULUD.

DANS LES JEUNESSES SYNDICALISTES

## Leur bravoure

au conseil général extraordinaire des Jeunesses Syndicalistes du 17 octobre 1924, les délégués n'entreront pas seuls ; les jeunes gardes rouges mobilisés place du Comité par l'amazzone rouge en chef les accompagnent. Après l'intervention de Raynaud le Comité général consentit à laisser entrer à titre auditif les copains des J. S. munis de leur carte.

Je pris donc la parole et montrai le ridicule du rapport de la C. E. inspiré par Raynaud, tant au point de vue sportif qu'au point de vue de l'Unité des Jeunes.

Le camarade de Grooto, quelque en déshonneur avec nous sur certains points, nous approuva sur le fond et sur notre constitution. Raynaud défendit avec beaucoup d'ampleur son rapport, ce qui était logique tout au moins d'après moi.

Les camarades Grange et Andrieux des J. S. firent de beaux exposés situant, le premier certains points que j'avais oubliés, et le deuxième fit la description de ce que sont les Jeunesses Syndicalistes et ce qu'elles doivent rester : aucun des trois défenseurs des Jeunesses Syndicalistes ne fut approuvé, les délégués majoritaires ne comprenaient rien au syndicalisme. Lorsque Grange leur parla de la J. S. modèle, je dis celle des P.T.T., le dada à Raynaud, personne ne releva le gant, ce n'est donc pas la perfection énoncée, c'était cependant bien le moment ; mais on leurre les gens et on évite avec soin les preuves, d'ailleurs de cela j'en reparlerai plus tard.

Le délégué des ébénistes vint apporter son appui à la C. E. en expliquant comment il avait organisé les jeunes dans sa corporation. Je lui répondis simplement que, si les loisirs de secrétaire appointé lui permettent de visiter les ateliers, nous autres, aux Jeunesses, nous le faisons par dévouement et sans rétribution, que nous sommes des groupements d'éducation formés sur la base fédérative d'après Pellonner que vous reniez, que la défense des jeunes dans les ateliers et les chantiers doit être faite par les militants qui les côtoient chaque jour, c'est d'ailleurs ce que nous faisons dans ma corporation, il se peut que dans la tienne ils soient des egoïstes en tant que syndiques.

Ce fut ensuite le tour d'un jeune rigolo,

celui-là même qui vint saboter le 22 août la réunion constitutive du groupe des J. S. des 10<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> de déclarer qu'il n'y avait pas nécessité de ce groupe, puisqu'il existait à proximité une Jeunesse Communiste ; il vint à nouveau apporter des précisions sur le rapport Raynaud avec une petite adjonction.

En fin de compte, le rapport Raynaud fut voté à la majorité moins trois voix (tourneurs sur bois, marbrières, un secteur de C. I.).

Je leur fis donc la déclaration suivante : « Quoique d'après votre vote, vous déclarez les J. S. de la Seine dissoutes, elles vivront comme auparavant envers et contre vous tous. Tous pour un et un pour tous-dessus les tendances. Et en mon nom personnel j'ajoutais en m'adressant aux copains qu'à ceux qui viendraient entrer dans l'action de nos groupes, de faire usage de la chaussette à clous.

### CONCLUSIONS

1<sup>o</sup> Le Congrès de la Seine 1923 nomme une commission pour établir, définir et appliquer un plan de propagande et d'action des J. S. :

2<sup>o</sup> Le travail de cette commission fut : oyé-coté par l'ancien Bureau de l'U.D.U., Chivalié et Raynaud en particulier :

3<sup>o</sup> Comme plan d'organisation, pré-évidemment cité, l'on nous dissout, du moins le dit et le croit.

Bandes de canailles et de rigolos, vous des défenseurs de la classe ouvrière ! Alors donc, vous êtes trop lâches, risquez-vous avec besoin d'aller chercher des cuivrières étrangères pour vous garder militairement ! Quelle bravoure ! Facheux !!

René COMMARTEAU.

J. S. de Clichy.

N. B. — Je ne prendrai pas la peine de répondre aux insultes mensonges prononcées par Raynaud et ses comparses à l'assemblée plenière du C. I. de Clichy. Nous nous retrouverons.

Seulement tu as eu bien soin de ne pas nous prévenir, j'espère que tu as Raynaud, quand Sauvage l'a choisi comme secrétaire, il te savait l'on pour toutes les besognes, nous cherchera à démonter les travailleurs : après la page rouge du Havre, il nous veulent offrir celle de Douarnenez. Les patrons de Douarnenez ont bien jeté un défi à la classe ouvrière. Derrière les petites sardinières de Douarnenez la grande famille des producteurs se dressera tout entière. La lutte actuellement engagée sera en dehors des cases, en dehors des opinions, celle des travailleurs contre le patronat. Il nous faut gagner cette bataille, la perdre serait l'enlissement du prolétariat. Haut les cours ! camarades, il nous faut aider de toute notre puissance les grévistes jusqu'à l'épuisement complet du patronat.

Nos libertés notre avenir sont entre nos mains, sachons par notre fraternité arracher à tous ces parasites ce qu'ils ne veulent point donner.

Robert DULUD.

### Chez les Coiffeurs

#### TREIZE, PLUS SEPT, FONT DOUZE ?

Quelques lignes de nos moscoufias nous apprennent que nous étions douze à la réunion où la minorité décida de se constituer en syndicat autonome.

Si je relève ce grossier mensonge, c'est afin d'en tirer une conclusion toute à notre avantage.

Denc avec douze pauvres anarchosyndicalistes petits bourgeois, contre-révolutionnaires, scissionnistes, etc., l'assemblée générale a désigné un conseil syndical de treize membres, une commission de contrôle de sept membres, et il restait un bon nombre de copains n'ayant aucune de ces deux fonctions.

Quel prodige ! Avouez que pour nos débuts, c'est un coup de maître !

Et puis commentant leur sortie de notre salle — j'avoue un peu précipitée — nous lisons dans ce commentaire plutôt vaillant ceci : « Que des gars du Bâtiment vinrent nous prêter main forte matraqués en mains (sic) et que Cuny fut assommé d'un violent coup de poing. »

Convenez quand même quelle bonne pâte ce gars du Bâtiment, qui posa sa matraque à terre pour se servir seulement de ses poings !

Puis vient les menaces ainsi concues : « Nous ne tolérerons pas qu'un troisième syndicat se fonde ! » Quelles prétentions mais aussi quelles contradictions. Et il faut s'entendre à ce sujet ; nous nous sommes douze, et alors que peut bien vous faire notre syndicat fantôme, ou nous sommes 13+7+X, et alors je comprend vos inquiétudes.

Quelle que soit la solution, ce n'est point des coiffeurs honoraire de la trempe à Cordier, Doyen et tutti quanti, qui nous en empêcheront. Nous laissons pour ce sujet la parole aux ouvriers coiffeurs qui comme nous sont à la merci d'un patron pour gagner de quoi vivre eux et leur famille. Malgré la menace des Béni-Oui-Oui, une série de réunions dans Paris et la banlieue va être organisée.

Dans les quinze jours qui viennent de s'écouler, des réunions qu'ils ont organisées ont eu lieu, nous nous sommes absents de nous y présenter. Qu'ils nous imposent à ce sujet, n'étant plus résignés à recevoir des coups sans y répondre.

Et si demain, du fait de l'impossibilité de se réunir, les ouvriers coiffeurs ne peuvent imposer au patronat leurs revendications, nous vous en rendrons responsables devant ces ouvriers !

A bon entendeur salut !

A. LECONTE.

P. S. — Pour tous renseignements écrire à Leconte Albert, 57, rue d'Alesia, pour le Syndicat Autonome ; Tixier Gustave, 44, rue de Montmorency, pour la Fédération Autonome.

Ce fut ensuite le tour d'un jeune rigolo,

## Dans le S. U. B.

Chez les peintres. — Nos braves orthos, en bons enfants de cheur de l'Eglise moscovite savent mentir, jugez plutôt : Dernièrement dans un article paru dans l'Humanité, ils écrivaient tout simplement que lorsqu'ils s'étaient retirés du S.U.B., ils avaient derrière eux la grande majorité de la Chambre syndicale et les plus vieux militants.

Je crois que vous vous mettez le doigt dans l'œil et profondément, dites plutôt que dans votre sein il y a de jeunes et très jeunes syndiqués, des jaunes et des arrivistes. Où sont-ils vos vieux militants ? Ils sont toujours restés fidèles au Syndicalisme révolutionnaire et ne l'ont jamais abandonné, ils sont toujours à la Chambre syndicale des Peintres et Parties Similaires (Section du S.U.B.) seule reconnée des vrais syndicalistes.

Nous pouvons nous glorifier d'avoir chez nous, des Sartorio, Forget, Jouteau, Lafargue, Rattier, Guerra, Harras, Liger, Rousset, Vauvrecy etc. etc. Les militants qui on fait leur preuves. Tandis que chez vous, il reste les jeunes d'antan et les scissionnistes de toujours avec quelques poichinelles politiques, qui n'aspirent qu'à une chose, dérocher un mandat ou un bon fauteuil au détriment de la classe ouvrière.

La suite des démarches et interventions réitérées de la Chambre syndicale et des camarades Rousselot et Vauvrecy, conseillers prud'hommes :

L'administration de l'Assistance Publique vient de rétablir les bains sulfureux. En conséquence, les camarades peintres sont invités à passer à la Bourse du Travail, quatrième étage, Bureau du S.U.B., tous les mardis, de dix-sept à dix-neuf heures, pour la distribution des bons de bains.

Encore un Congrès d'Unité

La première Région unitaire avait convoqué une conférence pour l'unité à Amiens dimanche 14 décembre. Dupuis (Métaux, Amiens) préside. La vérification des mandats accuse les délégués suivantes : Aisne, 6 syndicats unitaires ; Nord, 57 Unitaires, 3 Confédérés : Pas-de-Calais, 28 Unitaires, 6 Confédérés, 1 Autonome ; Somme, 18 Unitaires, 3 Confédérés, 2 Autonome ; Dudillieu représente la C.G.T.U. Des motions sont déposées : d'ouvriers polonais protestant contre les expulsions de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion des syndicats unitaires de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans pauvres. Porreyre expose l'ordre des travaux de la Conférence. Un délégué de Salamines lit un long fac-tum d'esprit communiste. Barbet (Alimentation, Amiens) vient exposer la thèse syndicaliste libertaire, il se demande si la conférence qui se tient dans une salle de la Coopér' l'Union n'aurait pas été plus à sa place dans la salle du théâtre, sur la scène de laquelle aurait pu se jouer « la comédie de l'unité ». Il expose les efforts que ses camarades de tendances firent à la Bourse du Travail d'Amiens pour le maintien de l'unité à la base et la localisation des dégâts dus à la scission. Or, dit-il, les unitaires, fédération textile et C. G. T. U. sont venus par des moyens malhonnêtes essayer de briser l'unité du Syndicat automobile des tisseurs d'Amiens, dont Bastien est le secrétaire. Il expose la thèse de Saint-Omer, une motion contre l'intrusion de la politique et pour refuser la parole aux délégués autres que ceux de la région ; Saint-Quentin (Bâtiment), pour la Charte d'Amiens, la collaboration avec les techniciens et les paysans